

ATTRIBUTION DE FRÉQUENCES : modalités d'attribution des fréquences de la bande 2,6 GHz TDD pour les réseaux mobiles à très haut débit pour des besoins professionnels en France métropolitaine

Consultation publique de l'ARCEP en date du
15 avril 2019

Contribution de TDF

Le 26 avril 2019





Position de TDF

L'ARCEP souhaite à travers le présent document de consultation recueillir les ultimes observations des parties prenantes sur les modalités d'attribution des fréquences de la bande 2,6 GHz TDD. Ce sujet avait déjà fait l'objet d'une consultation publique en mars 2018. La consultation actuelle vise ainsi à finaliser les modalités d'attribution de cette bande de fréquences et permettre l'ouverture, le 9 mai prochain, du guichet auquel les verticales pourront adresser leurs besoins pour assurer le déploiement de réseaux mobiles à très haut débit destinés à des usages professionnels.

L'ouverture du guichet pour l'attribution des fréquences de la bande 2,6 GHz TDD est aujourd'hui particulièrement attendue. En effet, les besoins pour des réseaux professionnels mobiles (ci-après Réseaux PMR) vont croissant : le secteur des transports, les industriels, les services publics, les services de sécurité, etc., qui utilisent déjà ce type de réseaux pour assurer la sécurisation de leurs sites, vont ainsi pouvoir profiter de ces bandes de fréquences pour moderniser leurs réseaux et servir des usages innovants (établissement de connexion instantanée, priorisation des communications, appels de détresse automatisés, appels de groupes, ...).

Dans ce contexte, TDF tient en premier lieu à remercier l'Autorité pour la qualité du document soumis à consultation.

En particulier, et comme elle l'avait déjà souligné en réponse à la consultation du 26 octobre 2018 concernant l'attribution de nouvelles fréquences pour la 5G, TDF est favorable au fait que des bandes de fréquences soient réservées, et accessibles de manière souple et évolutive, aux verticales.

En tant qu'opérateur historique d'infrastructures télécoms et de réseaux critiques audiovisuels et fibre, TDF a vocation, dans un cadre concurrentiel adapté, à soutenir l'ensemble des acteurs des verticales dans leurs projets visant à développer les usages et accroître *in fine* leur compétitivité. Aussi, TDF se tient prête à héberger des réseaux PMR et/ou à les déployer et les exploiter/opérer, mettant ainsi son expérience d'opérateur neutre au service des acteurs de verticales qui souhaitent développer des réseaux PMR, tout en laissant la gestion des fréquences à ces derniers.

Dans ce cadre, TDF souhaite attirer l'attention de l'ARCEP sur les 3 points développés ci-après.

1. La durée courte de l'attribution (10 ans) pourrait freiner le développement d'usages innovants

Le présent document de consultation prévoit l'attribution des fréquences pour une durée maximale de 10 ans. TDF estime que cette limite pourrait, dans certains cas, s'avérer insuffisante, compte tenu des durées - souvent longues et quoi qu'il en soit supérieures à 10 ans - nécessaires à la rentabilisation des investissements en matière d'infrastructures comme de matériels. Ainsi, il existe un risque pour que cette durée maximale soit, pour les opérateurs comme pour les verticales, un frein au développement d'usages innovants.

Aussi, de même qu'il est proposé dans les conditions d'attributions de la bande de fréquences de permettre au cas par cas des durées inférieures à 10 ans, il pourrait être souhaitable d'autoriser certains projets à demander l'utilisation de la bande jusqu'à 20 ans¹, ou tout du moins de rassurer les acteurs sur le renouvellement des bandes de fréquences au terme des 10 années, de manière à ne pas freiner des projets d'investissements innovants dont les durées d'amortissement excèderaient 10 ans.

2. La réglementation devrait veiller à la bonne prise en compte de la maturation progressive des technologies et des modèles économiques des verticales au cours des prochaines années

TDF estime qu'un des points clés du succès des verticales réside dans la décision de l'ARCEP de leurs offrir le choix de maîtriser ou non des bandes de fréquences pour leurs propres usages. La possibilité d'un tel choix offre aux verticales les conditions de leur indépendance et de leur capacité à faire émerger de nouveaux usages.

Pour autant, les acteurs des verticales se trouvent aujourd'hui face à une révolution qui va s'étendre sur plus de 10 ans avec autant d'opportunités que d'incertitudes (tant technologiques qu'économiques).

Il paraît donc pertinent que la réglementation propose un mécanisme souple, pour tenir compte des temporalités différentes des acteurs potentiellement intéressés par le développement de réseaux PMR.

En particulier, le délai laissé de 2 mois suite à une première demande d'attribution de fréquence pour se faire connaître auprès de l'ARCEP ne permettrait pas, selon TDF, à certains acteurs comme par exemple les collectivités locales (dont la temporalité est plus longue que pour l'industrie) de se positionner efficacement pour leurs besoins propres.

3. L'exploitation des Réseaux PMR est l'un des facteurs clés de succès : l'ARCEP devrait tenir compte de cette dimension lors de l'attribution des fréquences

Avec le développement des usages très haut débit dans les Réseaux PMR, davantage de données sensibles et critiques vont être échangées, et la nature de celles-ci va également être de plus en plus complexe : hiérarchiser et contrôler ces échanges sera l'un des facteurs clés de réussite des nouveaux Réseaux PMR. Aussi, l'exploitation des réseaux, qui était jusqu'à présent relativement aisée, va, de plus en plus, nécessiter des compétences spécifiques et constituer un enjeu stratégique de réussite.

Dans ce cadre, TDF invite l'ARCEP à porter une attention toute particulière aux moyens qui seront proposés par les candidats à l'attribution de fréquences pour exploiter efficacement les réseaux qui seront déployés.

¹ Sur ce sujet, il doit être relevé que les MNOs se sont vu attribuer des bandes de fréquences dans cette bande pour des durées de 20 ans (cf. Décisions ARCEP 2011-1168, 2011-1169, 2011-1170 et 2011-1171).



TDF - SAS au capital de 166 956 512 EUR.
SIREN 342 404 399 RCS Nanterre
Siège Social
155 Bis, Avenue Pierre Brossolette
92120 Montrouge
France
Tel : 33(0)1 55 95 10 00